

LE CONSEIL DES MINISTRES APPROUVE LE PROJET DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Bouteflika écarte définitivement l'option du référendum

Abdelaziz Bouteflika a présidé, hier, dans l'après-midi au siège de la présidence de la République, une réunion spéciale exclusivement consacrée à l'examen et à l'approbation de l'avant-projet de loi portant révision constitutionnelle. Le Conseil des ministres a, bien entendu, approuvé l'avant-projet, une simple formalité institutionnelle, et à l'issue de laquelle Bouteflika a saisi, le jour même, le Conseil constitutionnel pour qu'il «donne son avis motivé» sur ce qui sera la future Constitution.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Même cette étape ne sera qu'une autre formalité institutionnelle. Pour preuve, le communiqué final du Conseil des ministres cite, entre autres, cette instruction que Bouteflika a donnée au gouvernement lorsqu'il intervenait à l'issue de la réunion : «Une fois ce projet adopté, comme je l'espère, par le Parlement souverain, un grand chantier s'ouvrira pour sa mise en œuvre par tous. Dans ce cadre, ajoutera Bouteflika, le gouvernement aura à s'atteler avec diligence et avec le concours du Parlement à préparer et faire adopter les lois qui découleront de cette révision constitutionnelle, et à réunir également les conditions requises pour la mise en place des instances nouvelles créées.» Cela signifie, et comme prévu du reste, que la révision de la Constitution se fera à travers le Parlement, réuni en session extraordinaire de ses deux chambres réunies qui sera convoquée par décret, et qui aura à voter, en bloc, par oui ou par non, et sans débats ni amendements, l'ensemble du texte final de ce qui sera la Constitution algérienne.

En l'exprimant aussi clairement, Bouteflika exclut définitivement l'option référendaire que certains, parmi les islamo-conservateurs, comme l'irréductible Abdallah Djaballah, réclament avec force depuis que Ahmed Ouyahia rendait publique la mouture finale, le 5 janvier dernier et l'officialisation surprise de la langue amazi-

ghe. Quasiment, c'était en effet, avec la constitutionnalisation de la liberté de la presse, la seule grosse surprise de ce texte final. Tout le reste étant effectivement presque de notoriété publique depuis des mois.

C'est ainsi le cas de la limitation du nombre des mandats présidentiels à un seul renouvelable une seule fois; de l'instance indépendante de surveillance (et non pas de supervision) des élections et la différence est de taille ! C'est le cas également de certaines prérogatives concédées à l'opposition parlementaire.

En gros, la nature du régime demeure la même, à savoir semi-



Photo : Samir Sid

présidentielle et où la fonction de président de la République détient la réalité du pouvoir. Toutes les institutions, tous les pouvoirs, exécutif, judiciaire, parlementaire demeurent,

dans les faits, sous tutelle du patron d'El-Mouradia. Y compris le Conseil constitutionnel qui, pourtant, sera parmi toutes les institutions, celui qui aura connu les plus profonds chan-

gements en vertu de cette nouvelle Constitution. Mais, au final, et comme prévu, Bouteflika aura gardé son pouvoir suprême, celui de nommer et de dénommer, à tous les niveaux.

Du gouvernement et ses membres, à l'armée, en passant par le Conseil constitutionnel, la Cour suprême, les hautes fonctions dans l'administration, les grandes sociétés, et, donc aussi, à l'instance indépendante de surveillance des élections. Ceci, au plan politique. Il reste que, par ailleurs, le nouveau texte prévoit de très larges dispositions en faveur des libertés individuelles, des dispositions également favorables à certaines préoccupations comme la préservation des terres agricoles, ou encore favorable à l'économie de marché.

En résumé, Bouteflika fait beaucoup de concessions mais pas sur l'essentiel : la réalité du pouvoir réel, son exercice et même les mécanismes et les voies d'y accéder qui restent entre ses mains.

K. A.

ELLE AFFIRME DÉTENIR CONTRE LUI DES ÉLÉMENTS D'UNE EXTRÊME GRAVITÉ

Hanoune accuse Khelil de «haute trahison»

La patronne du PT ne lâche visiblement pas l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil. Elle a été, cette fois-ci, au-delà de sa traditionnelle accusation «générique», en affirmant, cette fois-ci, détenir des «éléments d'une extrême gravité sur ses transactions maffieuses à l'international prouvant sa «haute trahison».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Plus que cela, selon Louisa Hanoune qui faisait, hier lundi, le bilan des travaux de deux jours du comité central du parti, l'ex-ministre, réputé un des plus proches du président de la République, entretenait des «rapports avec les services de renseignements d'un autre pays». Et d'ajouter : «Chakib Khelil s'est com-

porté comme un ennemi du pays». Invitée à aller un peu plus en détail dans ses nouvelles charges, elle refusera cet exercice par souci, expliquera-t-elle, de «ne pas influencer l'affaire, toujours en cours devant la justice». Mais pas que cette raison puisqu'elle avouera s'en tenir, certainement par «tactique», à ce stade d'accusation, «les instances du parti décideront de la suite à leur donner en temps opportun», poursuivra-t-elle.

Elle promettra, cependant, «bien des surprises» à un journal et une télévision éponyme contre lesquels elle a intenté des actions judiciaires suite à la campagne menée contre elle, sa famille et son parti sous l'instigation, selon elle, «d'un ministre du RND». S'exprimant, par ailleurs, sur l'avant-projet de révision constitutionnelle, la secrétaire générale du PT estime qu'il ne correspond pas à la «profonde réforme institutionnelle promise par le président

de la République depuis 2011 quand il s'est engagée à s'en remettre au peuple pour qu'il exerce sa souveraineté». Pour elle, ledit texte ne consacre que «d'épaves avancées contrariées par d'autres antidémocratiques, les amendements apportés ne participent pas à une volonté de démocratisation du système de gouvernance». Plus que cela, Hanoune dira relever dans ce texte «fourre-tout», des contradictions qui s'annulent mutuellement parfois et qui diminuent de «l'importance d'autres dispositions proposées, d'autres fois».

Et de considérer que ce processus de réformes politique était biaisé dès le départ car, considérera-t-elle, il aurait fallu commencer par une nouvelle Constitution consensuelle de laquelle devait déboucher la réforme du reste des textes et des lois subalternes.

M. K.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Benyounès salue le «courage» du Président et critique l'opposition

Amara Benyounès, secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA), qui s'exprimait hier sur le projet de la nouvelle Constitution, salue les décisions «courageuses» du Président et critique les réactions négatives de l'opposition. L'ancien ministre du Commerce fait appel, cependant, à l'amendement ou l'abrogation de l'article 51 qui interdit aux Algériens détenteurs d'une double nationalité l'accès aux postes de haute responsabilité ou politiques. Quoi qu'il en soit, si le texte passe par voie parlementaire, le MPA, prévient son secrétaire général, votera en sa faveur.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du MPA ne déroge pas à la règle et continue de défendre bec et ongles toutes les décisions du Président de la République. Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne 3 pour parler du nouveau projet de la Constitution, l'ancien ministre du Commerce a plaidé, comme à son habitude en faveur des décisions du Président.

Benyounès trouve, d'ailleurs, beaucoup de courage au chef de l'Etat concernant notamment sa décision de l'officialisation de la langue amazighe. «Le Président a eu le courage de décider de l'officialisation de la langue amazighe», dit-il. Un couronnement d'un combat de plusieurs générations dont il fait partie, rappelle-t-il. «Je salue le Président de la République pour avoir eu le courage de prendre cette décision historique qui consacre l'aboutissement d'un combat de plusieurs générations de militants», applaudit Benyounès.

Analysant les amendements apportés à la nouvelle Constitution, l'invité de la radio estime qu'il s'agit d'un couronnement des réformes

politiques préconisées par le Président depuis 2011. «Il y a un certain nombre d'avancées qui sont claires par rapport notamment aux prérogatives entre le Président et le Premier ministre et le Parlement et qu'on le veuille ou non, dans cette nouvelle mouture, le Premier ministre dispose de plus de prérogatives ainsi que le Parlement, ce qui signifie aussi que l'opposition, qui est dans ce Parlement, dispose de plus de pouvoir», analyse le SG du MPA.

Critiquant l'opposition qui a qualifié ce texte d'un non-événement, Amara Benyounès dit ne pas comprendre leur réaction. «Je ne comprends pas la réaction de cette opposition dont la majorité s'est déclarée contre cette Constitution avant d'avoir même lu le projet», dit-il. Selon lui, le Président a répondu favorablement à un nombre de revendications fondamentales de l'opposition liées notamment à la saisie du Conseil constitutionnel, la limitation du nombre de mandat ou la création d'une instance de surveillance des élections.

Au sujet de la limitation du nombre de mandat, Benyounès considère que c'est un «faux

débat». La limitation de mandat, estime-t-il, n'est pas un critère de démocratie. Il cite l'exemple de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne où les mandats ne sont pas limités pourtant, dit-il, «on ne peut pas dire que ces pays ne sont pas démocratiques». Le parti considère que le plus important, c'est le mode d'accès au pouvoir. Si les élections sont libres et transparentes et si le peuple veut renouveler plusieurs fois sa confiance au Président, on ne peut pas le lui enlever, dit-il.

Evoquant par ailleurs les articles 61/ 73 relatifs à l'interdiction aux Algériens résidant à l'étranger, détenteurs de la double nationale d'accéder aux hautes fonctions de l'Etat, l'intervenant appelle à la réparation de cette «injustice envers une partie de la population algérienne». «J'appelle le Président de la République pour qu'il intervienne afin d'amender ou abroger ces deux articles», plaide-t-il.

Benyounès prévient, cependant, que son parti votera en faveur de ce texte si le choix de son adoption passe par voie parlementaire. «J'aurais aimé aller vers un référendum mais si le Conseil constitutionnel tranche pour l'adoption parlementaire, les députés du MPA auront l'instruction de voter en faveur de ce projet», a-t-il indiqué.

Limogeage et nomination de nouveaux militaires : «le Président a exercé ses prérogatives»

S'exprimant sur les derniers changements opérés au sein de l'armée, Amara Benyounès estime que le président n'a fait qu'exercer ses

prérogatives. Le Président de la République a pris un certain nombre de décisions concernant la nomination ou le limogeage d'un certain nombre de militaires, est-ce que ce sont ses prérogatives ou non ? Oui ce sont ses prérogatives», dit-il.

Polémique entre Nezzar et feu Aït-Ahmed : «c'est aux historiens de trancher»

Commentant la polémique entre les récentes déclarations de Khaled Nezzar concernant sa proposition du poste de président faite à feu Hocine Aït-Ahmed, Benyounès estime que c'est aux historiens de trancher sur la question un jour. «Moi je dis sincèrement que si Hocine Aït-Ahmed a dit un certain nombre de choses que l'ancien général-major Nezzar est en train de contredire, maintenant c'est parole d'homme contre parole d'homme, il faut laisser les historiens qui vont un jour trancher. Moi, je n'ai pas les moyens de trancher ces paroles de l'un contre un autre.

On nous dit qu'il y a certains qui veulent ouvrir le dossier des années 1990, très franchement celui qui veut l'ouvrir, il n'a qu'à l'ouvrir, moi je n'ai aucun problème par rapport à ça, nous savons ce qui s'est passé à l'époque. C'est le terrorisme intégriste qui a déclaré la guerre à l'Etat algérien et au peuple algérien, on s'est défendu et on les a vaincus militairement», a rappelé le SG du MPA qui dit saluer l'arrêt du processus électoral.

S. A.